

Lutter, avant, pendant et après les élections

La situation sociale, économique, écologique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le-bol.

Le passage en force de la « loi Travail » qui constitue une nouvelle régression sociale majeure pour le bénéfice du patronat, la répression policière exercée contre les habitant-es des quartiers populaires et les militant-es progressistes, l'état d'urgence décrété alimentent aussi la colère sociale. Tout ceci accroît un discrédit du « politique » accentué par les affaires qui touchent la sphère politico-financière.

Dans ce contexte, loin de répondre à la situation, depuis le début de la campagne électorale nous assistons à une multiplication des propos xénophobes et propositions de reculs sociaux.

Ce qui se profile est plus qu'inquiétant : promesses de réformes antisociales, montée du racisme, exacerbation de la haine de l'autre, société violente et ultrasécuritaire, avec un état d'urgence qui d'état d'exception est en train de devenir la norme.

Notre syndicalisme est indépendant du patronat, du pouvoir et de tout parti politique.

Les militant-es de Solidaires, les salarié-es décideront de porter leur voix sur tel-le ou tel-le candidat-e ou de ne pas voter en toute liberté et sans consigne de notre part. Et nous n'oublions pas ceux et celles qui travaillent et vivent ici sans droit de vote. Tous et toutes savent les combats que nous menons ensemble et ceux qui peuvent s'ouvrir devant nous dès la parenthèse électorale refermée, quel que soit le pouvoir en place.

Dans cette période, il est donc primordial pour Solidaires de continuer à faire entendre la voix des organisations syndicales et du mouvement social. Nos revendications restent entières et nous refusons de nous taire pour y assister en spectateur-trices. C'est le sens de notre engagement dans la campagne « nos droits contre leurs priviléges », où avec d'autres mouvements sociaux, nous mettons en avant la volonté de construire une société plus juste, égalitaire, débarrassée des oppressions et des discriminations et respectueuse de la planète. Ce cadre unitaire, et ouvert, est un outil pour agir dans la durée car lutter ensemble aujourd'hui c'est aussi nous renforcer pour les combats de demain.

Néanmoins, aujourd'hui comme hier nous maintenons et rappelons un positionnement de fond dans ces élections : les salarié-es, les chômeurs-euses, les jeunes, les retraité-es ne doivent pas se tromper de colère et se laisser abuser. Dans son objectif de conquête du pouvoir, Marine Le Pen tient un discours « attrape-tout », surfant sur toutes les difficultés de la période. Elle se présente comme la candidate « antisystème », en défense du « peuple » et des « laissés-pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Nous réaffirmons que pas une voix ne doit aller au FN et à ces partis qui basent leur politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste.

Mais notre combat contre l'extrême droite ne s'est jamais limité à la période électorale, et nous avons plus lutté contre la progression de l'extrême-droite fasciste en agissant depuis des années au quotidien que ne l'ont fait ceux qui, par leurs pratiques, décrédibilisent toute action politique au sens large du terme. Quand nous luttons pour l'égalité des droits et au côté des sans-papiers et demandeur-ses d'asile dont le traitement est indigne, contre l'injustice, pour la sécurité et la santé au travail, pour une amélioration concrète de nos droits et une meilleure répartition des richesses, c'est dans ces moments que nous luttons réellement contre la montée du fascisme et l'instrumentalisation de la misère sociale. Et c'est cela que nous devons continuer à faire avant, pendant et après les élections.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20



Pas de trêve... face à la violence sociale, luttons et résistons !

Les luttes ont continué pendant cette année électorale en dépit des discours des candidat-es qui disent porter les espoirs de ceux et celles qui travaillent. Ces résistances montrent que partout des travailleur-euses, du privé, du public continuent à lutter en comptant sur leur propres forces au-delà des promesses de campagne.

Des luttes nombreuses...

C'est le cas **en Guyane** avec la mobilisation pour changer résolument les conditions actuelles d'absence de développement local, d'inégalité territoriale avec la France métropolitaine et de carences des services publics.

A Vivarte-La Halle aux chaussures : les salarié-es avec leurs syndicats s'opposent à la vente à la découpe par les fonds qui ont acheté l'entreprise à crédit, inspirés par le seul profit, entraînant fermetures de magasins et licenciements. **A Velib** en région parisienne, les changements d'attribution des marchés publics menacent l'emploi de plusieurs centaines de salarié-es, et rien n'a été prévu pour les protéger de telles situations pourtant prévisibles.

A la SNCF des grèves de plusieurs jours ont eu lieu pour les salaires et les conditions de travail à la société de restauration **Newrest Wagons-Lits**, ainsi qu'à **Sfris**, l'entreprise chargée de l'entretien de l'infrastructure. **A la division technique générale d'EDF**, on atteint plus de 50 jours de lutte contre la fiscalisation des primes de déplacement.

Plans de restructuration, ou de sauvegarde de l'emploi (PSE), ce sont les nouvelles mesures issues de la loi travail qui s'appliquent avec des garanties moindres en cas de transfert de contrats, plus de possibilités de licenciements en cas de baisses consécutives du chiffre d'affaires.

Dans la santé et dans **la fonction publique**, des grèves, des luttes sont en cours, pour refuser les suppressions d'emplois et la casse du service public.

... et la répression anti-syndicale continue

Des pressions intolérables contre des militant-es syndicaux à la SNCF ont conduit à des drames : Edouard, délégué SUD rail s'est suicidé en mars dernier et une autre déléguée a tenté à sa vie... Une procédure de licenciement est en cours contre un **délégué SUD commerce à New Look**, une autre contre un délégué de Sud poste 92 et d'autres cas de répressions encore...

Sujet de satisfaction, l'**autorisation de licenciement** de la travailleuse sociale déléguée du personnel de Sud Santé Sociaux à La Sauvegarde de la Marne vient d'être annulée par l'inspection du travail après une réaction massive des syndicats du département et des associations. Elle avait dénoncé en CHSCT les conditions d'accueil dans un foyer de migrant mineurs isolés et des conditions de travail des éducateurs et éducatrices après qu'un jeune soit décédé d'une chute qui reste à ce jour inexpliquée.

De nombreuses condamnations et procès sont toujours en cours après les **manifestations contre la loi travail**, soumettant des milliers de militant-es et de simples acteurs et actrices de cette lutte à une pression et des condamnations illégitimes.

Tout ceci n'est pas tolérable. L'Union syndicale Solidaires a mis ses moyens au service de la lutte contre la répression anti-syndicale et les pressions au travail (voir site <http://la-petite-boite-a-outils.org/>) et invite à la plus grande solidarité.

Pour ce 1er mai 2017

Les luttes, les grèves sont nos moyens de peser sur notre avenir. Et cela continuera quel que soit le résultat des élections. Avec nos revendications contre les idées et les politiques d'extrême droite, c'est ce que nous dirons ensemble dans la rue ce 1er mai, avec d'autres syndicats et toutes les organisations et associations avec qui nous luttons dans la campagne pour "nos droits contre leurs priviléges".